



VIVE LE PCF (MLM) !

## Déclaration du gouvernement de la République Populaire de Chine du 7 octobre 1969

Le gouvernement chinois a toujours préconisé de régler pacifiquement, au moyen de négociations, le problème de frontière sino-soviétique. Le 24 mai 1969, il a fait une déclaration réitérant cette position.

Dans sa déclaration, il a souligné : Bien que les traités relatifs à l'actuelle frontière sino-soviétique soient des traités inégaux imposés à la Chine par l'impérialisme tsariste russe dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle lorsque les peuples chinois et russe se trouvaient, l'un comme l'autre, dépourvus de tout pouvoir, le gouvernement chinois est cependant prêt à prendre ces traités comme base pour résoudre l'ensemble du problème de frontière sino-soviétique ; il y a proposé, par ailleurs, de maintenir le statu quo à la frontière et d'éviter tout conflit armé, avant qu'une solution n'intervienne.

Ce qui est regrettable, c'est que ladite position du gouvernement chinois n'a pas trouvé, dans le temps, un écho mérité de la part du gouvernement soviétique.

Celui-ci a publié, le 13 juin 1969, une déclaration pour faire l'apologie de l'impérialisme tsariste russe et diffamer la Chine comme bon lui semble, et a continué de se livrer sans répit à des provocations armées le long de l'ensemble de la frontière sino-soviétique.

Malgré cela, le gouvernement chinois, partant de sa position conséquente en faveur de la solution, par des négociations pacifiques, des problèmes existant entre la Chine et l'U.R.S.S., a envoyé à Poli [Khabarovsk] sa délégation tenir avec la partie soviétique, à partir du 18 juin dernier, la quinzième session ordinaire de la Commission mixte sino-soviétique pour la navigation sur des cours d'eau frontières ; lors de cette session, la partie chinoise a accompli de grands efforts et surmonté une multitude d'obstacles, de sorte que certains accords ont pu finalement y être réalisés.

Après la clôture de la session de Poli, la partie soviétique est venue à soulever un nouvel incident sanglant à la frontière sino-soviétique.

Et, cependant, elle a lancé une accusation à l'adresse de la Chine, prétendant que celle-ci aurait procédé à des provocations frontalières, et a insinué de façon encore plus flagrante que la Chine entendrait déclencher une guerre nucléaire contre l'Union soviétique.

C'est à des fins défensives et dans le but de briser le monopole nucléaire que la Chine développe

son armement nucléaire. Le gouvernement chinois a déclaré solennellement, et à plusieurs reprises, que jamais, en aucun moment et en aucune circonstance, la Chine n'utilisera la première les armes nucléaires.

Il est absurde et ridicule de vilipender la Chine en l'accusant de vouloir déclencher une guerre nucléaire. Mais en même temps, la Chine ne se laissera jamais intimider par les menaces de guerre, y compris la menace de guerre nucléaire.

Si, faisant fi de la condamnation universelle, une poignée de maniaques de la guerre ose attaquer les positions stratégiques de la Chine, ce sera la guerre, ce sera l'agression.

Et les 700 millions de Chinois se dresseront vaillamment pour lui résister et écraseront la guerre d'agression par la guerre révolutionnaire.

Si le problème de frontière sino-soviétique a atteint une telle acuité, la responsabilité n'en incombe en aucune façon à la partie chinoise.

Le gouvernement chinois n'a jamais réclamé la restitution des territoires dont la Russie tsariste s'était emparée par des traités iniques ; par contre, c'est le gouvernement soviétique qui a persisté à occuper de nouveaux territoires chinois en violation desdits traités, et demandé de plus, arbitrairement, au gouvernement chinois d'admettre une telle occupation comme légale.

C'est justement du fait que le gouvernement soviétique s'en est tenu à sa position expansionniste que de nombreuses régions contestées sont apparues à la frontière entre les deux pays ; voilà l'origine de la tension à la frontière sino-soviétique.

Le gouvernement chinois n'a jamais caché qu'il existe des divergences de principe inconciliables entre la Chine et l'U.R.S.S., et que la lutte de principe se poursuivra pendant une longue période entre les deux pays ; mais cela ne doit pas les empêcher de maintenir des relations normales d'État sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique.

Il a soutenu de tout temps que le problème de frontière sino-soviétique doit être réglé pacifiquement, que même s'il est impossible de le résoudre pour le moment, le statu quo doit être maintenu à la frontière et il ne faut absolument pas recourir à la force.

Il n'y a aucune raison, pour la Chine et l'U.R.S.S., de faire la guerre à cause du problème frontalier.

Le 11 septembre 1969, le premier ministre Chou En-laï a rencontré à Pékin le président du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. Kossyguine et procédé avec lui à un échange de vues sur le problème de frontière, le commerce et d'autres problèmes concernant les relations des deux pays.

Vu que les conflits armés n'ont cessé de se produire à la frontière sino-soviétique, la partie chinoise a proposé en outre, pour parvenir effectivement à maintenir rigoureusement le statu quo à la frontière et à éviter scrupuleusement tout conflit armé, que les forces armées des deux parties rompent le contact dans toutes les régions contestées à la frontière sino-soviétique, c'est-à-dire dans les régions où sont différents les tracés de la ligne frontière dessinés par les deux parties sur les cartes échangées lors de leurs négociations frontalières en 1964, en se retirant de ces régions ou en s'abstenant d'y pénétrer.

Afin que la situation puisse se détendre à la frontière sino-soviétique et que les négociations frontalières entre les deux pays puissent se tenir à l'abri de toute menace, la partie chinoise a formulé la proposition suivante : Les parties chinoise et soviétique aboutiront en premier lieu à un accord sur les mesures provisoires à prendre pour maintenir le statu quo à la frontière, éviter tout conflit armé et rompre le contact.

A cette fin, le gouvernement chinois a déjà remis, le 18 septembre 1969, une lettre officielle au gouvernement soviétique. Et il a réitéré cette proposition dans une autre lettre officielle adressée le 6 octobre 1969 au gouvernement soviétique.

Le gouvernement chinois soutient depuis toujours qu'il ne faut pas éluder l'existence objective des problèmes relatifs à la frontière sino-soviétique, et que pour les résoudre de façon sérieuse, il est nécessaire de mener des négociations sur l'ensemble du problème de frontière.

Maintenant, les gouvernements chinois et soviétique ont déjà décidé, à la suite de discussions, que les deux parties tiendront à Pékin des négociations au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères sur le problème de frontière sino-soviétique.

La date de l'ouverture des négociations fait l'objet des consultations en cours.

Le problème de frontière sino-soviétique est un problème auquel les peuples chinois et soviétique portent un vif intérêt, et les autres peuples du monde s'y intéressent eux aussi. Le gouvernement chinois espère que le gouvernement soviétique pourra adopter réellement une attitude sérieuse et responsable vis-à-vis de ce problème.